



Quelles sont les lois nationales sur les OGM dans l'UE ?

Description

La question des OGM relève de la compétence de l'Union européenne (cf. [Quelle est la réglementation européenne sur les OGM ?](#)), qu'il s'agisse de les évaluer ou encore de les autoriser.

Certains domaines, comme la coexistence des filières OGM et non OGM, le régime de responsabilité en cas de dommage ou la définition d'un étiquetage « sans OGM », sont cependant du ressort des États membres.

D'autre part, les directives européennes doivent être traduites en lois nationales, ce qui permet des nuances dans l'interprétation du droit européen.

En France, c'est la loi n°2008-595 [\[1\]](#) et ses textes d'applications qui règle ces questions.

JPEG - 206.3 ko
Image not found. Copy key unknown

Crédits : Myri Bonnie

Nous vous proposons de retrouver l'actualité sur les législations nationales des États membres de l'Union européenne en cliquant sur le nom du pays concerné.

[Allemagne](#)

[Autriche](#)

[Belgique](#)

[Bulgarie](#)

[Chypre](#)

[Croatie](#)

[Danemark](#)

[Espagne](#)

[Estonie](#)

[Finlande](#)

[France](#)

[Grèce](#)

[Hongrie](#)

[Italie](#)

[Irlande](#)

[Lettonie](#)

[Lituanie](#)

[Luxembourg](#)

[Malte](#)

[Pays Bas](#)

[Pologne](#)

[Portugal](#)

[République tchèque](#)

[Roumanie](#)

[Royaume Uni](#)

[Slovaquie](#)

[Slovénie](#)

[Suède](#)

date créée

27 Août 2014